

Introduction

Anne-Lorraine Bujon

À l'origine de ce dossier se trouve le constat que l'Europe est en crise. Ou plutôt en crises, multiples et imbriquées, tant les sources d'inquiétude et les motifs de division se sont multipliés dans les dernières années : à la crise des dettes souveraines, qui a suivi la crise financière de 2008-2009, s'est ajoutée la crise de l'accueil des migrants depuis l'été 2015, puis celle du *Brexit* au printemps 2016. Et en continu, pendant toutes ces années, la montée des mouvements d'extrême droite dans tous les pays membres de l'Union européenne ou presque (l'Espagne et le Portugal constituant à cet égard des exceptions notables) atteint un seuil de rupture symbolique avec les dernières élections en Allemagne : l'AfD, un parti ouvertement nationaliste et xénophobe, siège désormais au Bundestag.

S'ajoute à ce premier constat le sentiment que ces crises fonctionnent, ou pourraient fonctionner, comme des cordes de rappel. Au moment où le Royaume-Uni démontre que la souveraineté nationale n'est pas une réalité dépassée, puisqu'il est toujours possible de quitter l'organisation communautaire, et alors que l'élection de Donald Trump aux États-Unis vient remettre en cause l'idée d'un bloc occidental d'alliés « naturels » dans les turpitudes du nouveau paysage international, la validité et la nécessité d'un projet européen deviennent toujours plus évidentes. Dans un monde d'inégalités et de violences, où dominent les rapports de force et les menaces de guerre, il nous faut défendre une idée, un projet, une exception européenne.

L'imbrication de ces crises, entre pays du Nord et pays du Sud à propos de l'euro, entre l'Est et l'Ouest à propos du droit d'asile, crises internes et crises à nos frontières, nous renvoie à la question de l'unité, et donc de l'identité européennes. À la question du sens et du périmètre de l'Europe. Chacun perçoit intuitivement que les politiques communautaires, même si elles étaient mieux pensées et mieux conduites, adaptées à ce moment historique où les bénéfices de la mondialisation semblent s'effacer devant

ses dommages, ne suffiront pas à convaincre. Au plan européen comme au plan national, la technocratie est sur la sellette : ce n'est pas d'expertise que manque l'Union européenne, d'une vision dépassionnée d'une série de problèmes et de leurs solutions, mais de politique. Partout s'exprime un besoin de vision, de sens, de récit. Comme le dit Enrico Letta dans un essai qui paraît ces jours-ci, on voudrait que l'Europe ait un visage, qu'elle soit concrète, réaliste, vivante¹.

Qu'est ce qui « fait » vraiment l'Europe et de quoi cette identité européenne, si elle existe, est-elle faite ? Notre hypothèse est qu'il s'agit d'une identité composite, en partie empruntée. Car l'Europe s'est d'abord établie dans un espace barbare, comme le rappelle ici Marcel Hénaff, et son identité est faite de distance, d'écarts, de traduction. Née dans un triangle méditerranéen de langues et de représentations culturelles – Athènes, Rome, Jérusalem – elle se construit ensuite au Nord et à l'Est, dans une synthèse avec les cultures vernaculaires. Ainsi, l'Europe existe d'abord dans un rapport à l'altérité – les autres de l'extérieur et les autres qu'on attire, qu'on absorbe. L'histoire longue et le contemporain se répondent, comme le montre Albert Bastenier : dans des sociétés *de facto* pluriculturelles, car l'immigration est en partie une réponse au déficit démographique européen, on ne pourra pas faire l'économie d'une réflexion sur les identités, sans pour autant figer ou essentialiser celles-ci. L'identité existe aux frontières entre des groupes sociaux, elle est mouvante et recomposable, c'est une géométrie instable.

L'Europe est faite également d'un rapport à son histoire, et en particulier à l'histoire meurtrière du xx^e siècle. Les droits de l'homme et les institutions conçues pour les faire respecter occupent à ce titre une place centrale dans la construction européenne. Les normes et les principes ne suffisent peut-être pas à forger une politique européenne, mais ils en constituent, depuis le terrible bilan de l'après-guerre, une armature essentielle. Dans son cri d'alarme contre la normalisation des discours de haine, d'exclusion et de ressentiment, Carolin Emcke a raison de nous rappeler à l'une des dimensions fondatrices du projet européen. D'autant plus lorsque l'idée se répand, avec l'aide de quelques artistes – russes – de la propagande, que cet attachement aux droits de l'homme nous fragilise,

1 - Enrico Letta, avec Sébastien Maillard, *Faire l'Europe dans un monde de brutes*, Paris, Fayard, 2017.

nous effémine, nous empêche de nous défendre contre les assauts des nouveaux barbares que seraient les islamistes².

**Ce n'est pas d'expertise
que manque l'Union européenne,
mais de politique.**

La tentation de se définir par rapport à un autre, dans un ensemble que l'on voudrait ethniquement ou culturellement homogène, en référence à un passé national mythifié, travaille les sociétés européennes d'un bout à l'autre du continent. En Pologne ou en Hongrie, elle est revendiquée aujourd'hui par des gouvernements autoritaires, contre l'universalisme abstrait et le patriotisme constitutionnel incarnés selon eux par l'Allemagne d'Angela Merkel. Que la question de la nation ravive aujourd'hui la fracture Est-Ouest est d'une importance particulière pour *Esprit*, qui a toujours entretenu des liens forts avec cette « autre Europe », dont on espérait qu'elle permettrait de régénérer l'Ouest européen, et de lutter contre « *la pénétration subtile des forces d'argent [et le] néo-capitalisme étatsunien*³ ». Loin de la « Renaissance à l'Est » que la revue appelait alors de ses vœux, après une transition très rapide vers l'économie de marché, cette autre Europe a aujourd'hui le visage de Viktor Orban et de sa « démocratie illibérale ».

L'Union européenne aujourd'hui est un nœud d'institutions complexes, complémentaires, imparfaites et inachevées. L'Europe est une invention, une forme d'expérimentation politique. Philippe Huberdeau et Edouard Vidon explorent dans leur article les leçons des crises sanitaires, sécuritaires, humanitaires ou financières de ces dix dernières années, montrant au passage que les institutions et les pratiques évoluent, dans un équilibre délicat entre les impératifs de la gestion collective des crises et ceux du contrôle démocratique. L'organisation de l'interdépendance est certes compliquée, et elle progresse par à-coups, lorsque les risques débordent les coûts des transferts partiels de souveraineté. Toujours, la question du

2 - Voir à ce propos Michel Eltchaninoff, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, Arles, Actes Sud, 2016, et l'article de Milena Iakimova et Dimitar Vatsov sur la coordination des discours d'extrême droite en Europe, "Co-Opting Discontent: Russian Propaganda in the Bulgarian Media", *Eurozine*, 18 octobre 2017.

3 - Jean-Marie Domenach, « L'autre Europe », *Esprit*, février 1968.

contrôle démocratique finit par rattraper les mécanismes institutionnels qui permettent d'articuler les niveaux de décision nationaux et européens, et c'est une dialectique salutaire.

Il manque encore des pièces au puzzle européen, comme on le ressent, en France en tout cas, au moins depuis l'échec du référendum sur le traité constitutionnel européen en 2005. Les questions sur lesquelles s'était alors focalisé le débat étaient celles du « plombier polonais » et de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Autrement dit, la question du modèle social européen, aujourd'hui devenu un modèle social et environnemental tant le besoin de penser une transition vers un autre modèle de développement se fait sentir, et celle de la définition de l'Europe, de la nature de ses frontières. Mais si le traité constitutionnel avait eu pour ambition de refonder l'Europe autour d'un corpus de valeurs et de règles partagées, l'échec du référendum a montré combien de chemin reste à faire pour construire une véritable démocratie européenne.

Attrayants en théorie, pour combler cette lacune démocratique, les référendums en Europe se sont d'ailleurs tous ou presque refermés comme autant de pièges politiques. Au Royaume-Uni, le référendum sur le *Brexit* a dressé une partie de la population contre son Parlement, et réaffirmé les prérogatives nationales au détriment des garanties de l'État de droit, comme le montre ici Aurélien Antoine ; en Catalogne, un référendum organisé dans des conditions illégales a conduit à opposer une partie du peuple catalan, favorable à l'indépendance, à une autre, favorable à l'autonomie, et au Tribunal constitutionnel espagnol, gardien de la Constitution de 1978. Situation quasi inextricable, d'après Olivier Mongin, où l'on oppose le sentiment populaire à la loi, l'autodétermination à la Constitution, et où les institutions européennes brillent surtout par leur impuissance à proposer une médiation.

Dans leurs essais sur l'avenir de l'Europe, Enrico Letta et Ivan Krastev⁴ s'accordent sur le risque que représente la « *destruction par référendum* ». Reste qu'il faudra trouver un autre moyen de combler la fracture entre les peuples et les élites si l'on veut refonder une citoyenneté européenne, comme le souhaite Fabrice Demarigny. L'espace politique européen existe, mais l'espace de délibération et de décision démocratiques à l'échelle de l'Europe reste à construire.

4 - Ivan Krastev, *le Destin de l'Europe*, Paris, Premier Parallèle, 2017.

Les événements en Catalogne révèlent à nouveau ce fossé – les institutions européennes et les gouvernements des pays membres ont dit du bout des lèvres que le conflit entre le gouvernement régional de la Catalogne et le gouvernement espagnol ne relevait pas de leur compétence ; c'est peut-être vrai au plan du droit, mais au plan politique, c'est beaucoup plus incertain. Cette crise nous parle d'un héritage historique et des difficultés à sortir de la dictature, elle parle des niveaux de souveraineté et du fédéralisme, elle parle de langue, de culture et d'identité, mais aussi de solidarité économique entre régions inégalement développées, du choix des extrêmes et du rapport de force plutôt que de la négociation. Dans une crise comme celle-là, est-ce que nous ne nous sentons pas tous, au moins un peu, espagnols ou catalans ?

Ivan Krastev écrit, dans la conclusion de son *Destin de l'Europe* : « *En réalité, les diverses crises que traverse l'Union européenne ont contribué, bien plus que n'importe lesquelles des dites politiques de cohésion mises en œuvre par Bruxelles, à consolider le sentiment que les Européens sont tous parties prenantes de la même communauté politique*⁵. » Cette communauté politique est certes traversée de divisions, de querelles d'interprétations et de conflits de mémoire. Le fait que la notion d'une identité européenne ait inspiré ces temps-ci une série d'ouvrages d'histoire⁶, à côté des essais de politique ou de relations internationales, dit à la fois l'enjeu et la difficulté de sa définition. L'appartenance à l'Europe est aujourd'hui à conjuguer avec l'appartenance régionale ou nationale, dans une construction complexe. L'Europe serait une dimension de notre identité politique, une forme d'identité seconde. Voilà qui ne sera pas simple, mais « *l'invention démocratique* », comme l'appelait Claude Lefort, n'exige-t-elle pas toujours une part de complication ?

5 - I. Krastev, *le Destin de l'Europe*, op. cit., p. 148.

6 - Voir notamment Emmanuelle Loyer, *Une brève histoire culturelle de l'Europe*, Paris, Flammarion, 2017, Étienne François et Thomas Serrier (sous la dir. de), *Europa, notre histoire*, Paris, Les Arènes, 2017 ou encore Antoine Arjakovsky (sous la dir. de), *Histoire de la conscience européenne*, Paris, Salvator, 2016.